

# Press Release

Council of Europe Press Division

Ref: 278f06

Tel: +33 (0)3 88 41 25 60

Fax: +33 (0)3 88 41 39 11

[pressunit@coe.int](mailto:pressunit@coe.int)

internet: [www.coe.int/press](http://www.coe.int/press)



46 members

Albania  
Andorra  
Armenia  
Austria  
Azerbaijan  
Belgium  
Bosnia and Herzegovina  
Bulgaria  
Croatia  
Cyprus  
Czech Republic  
Denmark  
Estonia  
Finland  
France  
Georgia  
Germany  
Greece  
Hungary  
Iceland  
Ireland  
Italy  
Latvia  
Liechtenstein  
Lithuania  
Luxembourg  
Malta  
Moldova  
Monaco  
Netherlands  
Norway  
Poland  
Portugal  
Romania  
Russia  
San Marino  
Serbia and Montenegro  
Slovakia  
Slovenia  
Spain  
Sweden  
Switzerland  
"The former Yugoslav Republic of Macedonia"  
Turkey  
Ukraine  
United Kingdom

## Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe : les droits de l'homme sont un atout dans la lutte contre la criminalité

Strasbourg, le 15.05.2006 – « L'idée que les droits de l'homme représentent une menace pour la sécurité publique est fautive et dangereuse », a affirmé Terry Davis en réponse à des informations selon lesquelles le Gouvernement britannique prévoit de réviser sa législation en matière de droits de l'homme.

« Tous les Gouvernements ont le devoir de protéger leurs citoyens. Assurément, le droit à la vie est le plus important des droits de l'homme. Mais aucun argument sérieux ne permet de soutenir que notre sécurité ne peut être assurée que si l'Etat transgresse les droits de l'homme. La réponse efficace aux menaces à la sécurité des personnes est un maintien de l'ordre efficace et compétent. Cela suppose de respecter les normes les plus élevées en matière de droits de l'homme telle qu'elles ont été énoncées par la Convention européenne des droits de l'homme.

Cet instrument international unique est juridiquement contraignant pour l'ensemble des 46 Etats membres du Conseil de l'Europe. Au cours des soixante dernières années, il a permis de créer un mécanisme collectif de protection des droits de l'homme, lesquels sont le fondement d'une sécurité démocratique. La Convention est universellement considérée comme un atout, et non comme un obstacle, dans la lutte contre le terrorisme et contre les autres formes de criminalité. Toute initiative visant à restreindre les garanties offertes par la Convention se retournera contre nous et mettra en danger la sécurité des citoyens du Royaume-Uni et des autres Etats membres du Conseil de l'Europe, qui respectent la loi », a conclu le Secrétaire Général.

To receive our press releases by e-mail, contact : [Council.of.Europe.Press@coe.int](mailto:Council.of.Europe.Press@coe.int)

**A political organisation set up in 1949, the Council of Europe works to promote democracy and human rights continent-wide. It also develops common responses to social, cultural and legal challenges in its 46 member states.**